



La reprise s'annonce...

Le financement du plan de relance adopté par l'Union européenne pour faire face aux conséquences économiques de la crise de la Covid-19 est enfin assuré. Chacun des vingt-sept États de l'Union européenne a transmis son approbation à Bruxelles, après des processus de consultation politique interne variables selon les constitutions nationales.

Sur ce fondement, le processus d'émission de la dette désormais commune a pu être lancé dès le 1^{er} juin. Ce sont 672 milliards d'euros qui doivent être ainsi levés, 750 en intégrant le renforcement du fonds de cohésion et des territoires de l'Europe (REACT-EU) et le soutien à des programmes liés à la science et à la recherche.

Une telle dette commune exprime, au plan politique, la solidarité qui unit les États de l'Union européenne pour faire face aux conséquences d'une crise sanitaire dont l'impact se marquera plus directement sur les économies qui étaient les moins solides dès avant la crise.

À travers cette dette, c'est également la force financière de l'Union qui s'affiche et les titres émis sont très attendus sur les marchés, qui les prendront à des conditions favorables à l'Union.

Un tel plan constitue en outre un levier important pour accompagner la mise en place de réformes économiques et structurelles (dans les pays du Sud) ou politiques et juridiques (dans certains pays de l'Est).

Enfin, le remboursement de la dette ainsi contractée conduira à mettre en place des ressources propres de l'Union européenne dont l'assiette et les modalités restent à définir. Plusieurs projets sont en cours d'examen : taxe numérique, taxe carbone aux frontières, taxe sur les transactions financières, imposition commune sur les sociétés, par exemple. De telles ressources propres constitueront un nouveau ciment à l'édifice européen.

Le redémarrage que ce plan doit accompagner est rendu possible par les progrès importants de la vaccination qui s'étend en Europe de manière uniforme et finalement rapide en comparaison de la plupart des autres territoires. À titre d'exemple le Japon a vacciné 7 % de sa population quand l'Union européenne en est à 40 %.

Les activités de notre chère ARRI vont connaître le même redémarrage, ou plus exactement, car elles n'ont jamais cessé, un retour à des modalités de rencontre en personne, avec nos invités et entre nous, qui sont la condition d'un échange plus complet et plus riche.

La pause estivale est devant nous. Je souhaite à tous des semaines relaxantes dans l'attente de notre nouveau programme « en présentiel ».

David CAPITANT

VIE DE L'ASSOCIATION

Notre agenda...

Visioconférence conviviale avec notre président le lundi 7 juin de 17 à 18 heures.

Vous pouvez adresser vos questions à sg@arri.fr ou secretariat@arri.fr

Inscription gratuite avant le 4 juin pour obtenir le lien le 7 juin au matin. Merci d'avance.

Visio-conférence le jeudi 10 juin 2021 de 18 heures 30 à 20 heures.

« *L'Europe plus solidaire pendant la pandémie ?* » depuis la Maison Heinrich Heine, avec Tonia MASTROBUONI, Erik BONSE, Sébastien MAILLARD, Stéphane LENEUF et David CAPITANT.

Inscription avant le mardi 8 juin 2021, participation aux frais : 10 €.

Conférence hybride le jeudi 23 septembre 2021

au 11 rue Nicolo 75116 PARIS de 18 heures à 19 heures 30.

« *Angela Merkel. Le bilan* » avec Brigitte LESTRADE et Paul MERTZ.

Inscription avant le mardi 21 septembre 2021, participation aux frais : 10 €.

Réunion conviviale prévue rue Nicolo le mardi 5 octobre de 18 heures à 20 heures.

Les détails d'inscription seront précisés en temps utile.

Conférence hybride le jeudi 14 octobre 2021

au 11 rue Nicolo 75116 PARIS de 18 heures à 19 heures 30.

« *La diplomatie de Talleyrand* » avec Philippe SELZ.

Inscription avant le mardi 12 octobre 2021, participation aux frais : 10 €.

Notre actualité...

C'est déjà la rentrée... L'Observatoire des médias étrangers va tenir sa réunion mensuelle en juin en « présentiel » ! Une première réunion conviviale est prévue rue Nicolo en octobre.

Vos propositions de sujet de conférences (et de conférenciers) sont les bienvenues.

Le secrétariat d'ARRI sera fermé du 10 juillet au 29 août 2021.

Nous serons à votre écoute à partir du 30 août par téléphone (01 45 27 46 17)

ou par courriel (secretariat@arri.fr) les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 à 16 heures.

Billet d'humeur...

de Jacques FAVIN-LÉVÊQUE

À l'époque de la « *douce France* », les malades mentaux de tous genres, névrosés, psychotiques, schizophrènes ou autres paranoïaques ne se nourrissaient pas du Coran et ne fantasmaient pas sur l'éborgement des mécréants et des croisés. Si l'on en croit l'actualité de ces dernières années, force est de constater que les « déséquilibrés » d'aujourd'hui ne ressemblent pas à ceux d'hier. Face aux multiples dangers que cette évolution fait courir à nos concitoyens, certains - courageux, reconnaissons-le, car à contre-courant de la bien-pensance politico-médiatique - souhaitent que l'on use largement de la prison pour endiguer la vague d'attentats sauvages qui déferle sur notre pays...

Grave erreur... ! C'est évidemment aux hôpitaux psychiatriques qu'il faut recourir. Pour juger les « bouffées délirantes... » et les « troubles obsessionnels compulsifs » de ces fous d'un genre nouveau, la justice devrait se doter de tribunaux spécialisés, dont les jurys comporteraient moult psychiatres et neurologues. Le verdict de ces tribunaux « psy » serait le fruit d'une analyse fine du « profil » psychologique et mental du prévenu et le juge d'application des peines n'aurait plus alors qu'à déterminer l'établissement le plus adapté au cas de chacun de ces « déséquilibrés »... L'on retrouverait alors la sécurité d'autrefois !

Relations entre la Russie, l'Union européenne et la France

par Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie à l'IFRI



À l'invitation d'ARRI, Tatiana Kastouéva-Jean a fait une analyse aussi dense que nuancée du progressif durcissement des rapports entre la Russie et l'Union européenne. Ainsi Sergueï Lavrov a-t-il affirmé sans ambages développer les relations avec chacun des États-membres pris individuellement et non avec l'Union européenne (UE) en tant que telle. L'audience glaciale qu'il a accordée à son Haut représentant Josep Borrell, informé après coup de l'expulsion imminente de trois diplomates européens en a été l'humiliante manifestation. La liste établie par le ministère russe des Affaires étrangères (MID) d'une dizaine de pays européens jugés hostiles, auxquels sont ajoutés les États-Unis, témoigne également de cette crispation.

Précipitée par l'annexion de la Crimée suivie de l'intervention dans le Donbass, cette dégradation était en fait depuis longtemps prévisible. On peut y voir trois causes fondamentales de divergence : deux visions incompatibles de l'évolution du monde, le choix de part et d'autre des outils de l'action extérieure, enfin et surtout une perception radicalement différente de la politique intérieure.

1) Première divergence. De l'implosion de l'URSS, les Européens ont tiré la conviction optimiste d'un avenir globalisé fondé sur le partage de valeurs partagées, de la démocratie, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, excluant le droit à l'ingérence. L'UE ne pouvait qu'accepter le choix exprimé par des États redevenus indépendants de la rejoindre et saluer ensuite les Révolutions de couleur. La Russie, après avoir admis les premiers élargissements, en particulier l'adhésion des Baltes à l'UE et à l'OTAN, s'est alarmée des conflits qui se sont multipliés sur sa périphérie : Haut-Karabagh, Transnistrie, Tadjikistan (seule médiation réussie) mais aussi sur son propre territoire avec la crise en Tchétchénie et Transcaucasie, sans oublier les actes terroristes spectaculaires dont elle a été la cible.

L'extension de l'Alliance atlantique l'a amenée à intervenir hors zone, la dégradation de la situation au Moyen-Orient, tout particulièrement l'intervention occidentale en Libye (Poutine s'est senti personnellement concerné par l'élimination de Kadhafi), ont accentué chez les Russes la peur de la guerre dont la menace est redoutée par la moitié d'entre eux selon les sondages de l'Institut Levada.

2) Le second malentendu porte sur les instruments de l'action extérieure. Au « soft power » à l'occidentale, la Russie oppose la démonstration de la force : restauration du complexe militaro-industriel et de l'armement nucléaire, auxquels elle consacre 5 % du PNB (aujourd'hui 3 %), lourde charge pour une économie dépressive mais dérisoire face au budget américain. Reste que l'intervention de la Russie en Syrie, la première hors de son étranger proche, un coût relativement modeste, a valu, comme l'annexion de la Crimée à Vladimir Poutine, une forte hausse de sa popularité. Passé ce sursaut, l'opinion fatigue.

À cette conception classique de l'usage de la force s'ajoute le concept de « guerre hybride » qui vise à déstabiliser l'adversaire de l'intérieur par le recours à toute une panoplie de moyens indirects, manipulation des esprits via les médias et les réseaux sociaux, propagation de fausses nouvelles, cyber-attaques, etc... La Russie joue sur celles des opinions qui lui restent globalement plutôt favorables (près d'un tiers en moyenne, même en Pologne) pour mettre à mal la cohésion de l'Union européenne.

Les « conflits gelés » (Transnistrie, Ossétie, Haut-Karabagh) contribuent à prévenir tout nouveau rapprochement avec l'UE et l'OTAN. On l'a vu pour la Géorgie et sans doute est-ce le cas pour l'Ukraine : le conflit entretenu au Donbass par la Russie n'annonce sans doute pas une intervention massive de sa part en Ukraine, dont elle n'a pas les moyens, ni même une annexion sinon rampante (630 000 passeports russes distribués) d'une région déshéritée. L'Ukraine qui a inscrit dans sa constitution l'adhésion à l'UE et à l'OTAN est décidément un enjeu majeur pour le Kremlin, une crise dont on n'est sans doute pas près de voir l'issue.

3) Le troisième facteur de divergence entre Russie et Union européenne relève de l'idée que l'on s'y fait de la politique intérieure, de la démocratie et du rôle de l'individu dans la société, et donc du rapport du citoyen à l'État. Ce que le Kremlin n'envisage qu'à travers le prisme de la sécurité et de la stabilité avec pour obsession prévenir toute forme d'opposition, l'adoption d'une série de lois restrictives, à portée parfois rétroactives, taxant d'extrémisme tout mouvement contestataire notamment lié à Alexei Navalny permettant de déclarer tout opposant potentiel inéligible.

Qui plus est, si la réforme constitutionnelle adoptée en 2020 permet à Poutine de conserver le pouvoir jusqu'en 2036, d'autres options lui sont ouvertes, se placer en surplomb à la tête du Conseil d'État, du Parlement, d'une hypothétique Fédération Russie-Biélorussie ou de se désigner un successeur dont on a actuellement aucune idée. Sujet tabou. Les élites, oligarques et autres, sont tenues à l'expectative et ménagent l'avenir. La majorité des Russes, préoccupés du quotidien, restent passifs, par apathie, lassitude ou crainte du chaos.

Reste que, malgré ces divergences de fond entre UE et Russie, faute de code commun, dans la pratique les échanges se poursuivent par la force des choses et même se développent sur le plan économique (l'UE est le premier partenaire de la Russie). Les échanges universitaires sont très actifs, quatre millions de visas *Shengen* sont délivrés. Une assistance aux personnes vulnérables en Russie est financée et, même sous vigilante surveillance, les ONG restent actives. Il est donc vital de développer les contacts entre sociétés civiles. La suppression des visas aurait un effet psychologique certain.

Pour ce qui est de la France, elle bénéficie d'une position économique ancienne et solide : 6^{ème} fournisseur (3,5 % de part de marché), 2^{ème} pourvoyeur d'investissements directs étrangers (IDE) hors zone, 2^{ème} stock d'IDE et premier employeur étranger. Des partenariats stratégiques sont établis de longue date (énergie, aéronautique, spatial) et de nouveaux secteurs de coopération émergent (transition énergétique, ville intelligentes, innovation, santé, etc...) En 2020, la France a nettement réduit son déficit commercial et maintenu sa part de marché à l'exportation.

Pour autant, il n'a guère été répondu aux gestes faits par le président Macron en direction de son homologue russe : le climat est à l'expectative dans un contexte international pour le moins incertain. ■

Philippe de SUREMAIN et François LAURENT-ATTHALIN

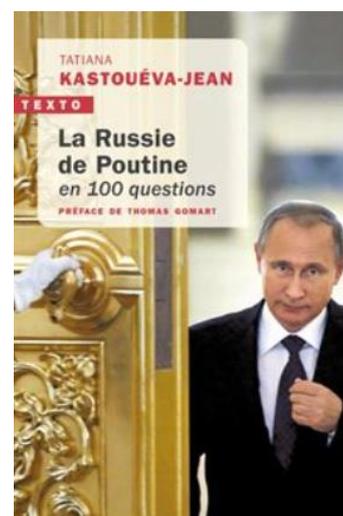
À l'issue de cette conférence de nombreuses questions ont été posées : sur North Stream 2, sur le rapprochement avec la Chine, sur le risque d'invasion de l'Ukraine, etc.

Sur les cyber-attaques, il y a surenchère entre Occident et Russie, au niveau des entreprises et des structures des États. Cette escalade constitue un risque grave de destructions réciproques. Il y a également la question de l'intelligence artificielle (IA).

D'autres questions ont été posées sur la démocratie : il faut comprendre que les tentatives qu'en ont fait les Russes les ont convaincus qu'elle ne pouvait s'intégrer à leur modèle de société. Ils considèrent avoir une approche particulière et ne voient pas l'intérêt de la changer contre un risque probable, celui de passer par un long moment de déstabilisation.

Quant à l'avenir de Poutine, toutes les options sont ouvertes. Ce n'est que lorsqu'il décidera de partir que nous saurons ce qu'il veut faire. Il n'y a pas de contre-pouvoir représentatif celui-ci étant muselé. Tout semble verrouillé dans ce pays dont, comme le disait André Gratchev, ancien conseiller de Gorbatchev, « *même le passé est imprévisible !* »

La Russie de Poutine en 100 questions, réédition prévue en 2021 >>>



Une stratégie hydrogène franco-allemande ?

Robert Diethrich, président du Cercle franco-allemand, a pu assister le 20 avril 2021, au débat organisé en visioconférence par le Cercle économique franco-allemand de Berlin qui a réuni une quarantaine de personnes dont le responsable énergie de l'ambassade de France, des dirigeants allemands et français dont les représentants de Air liquide, d'Alstom, d'EDF, qui vient d'ouvrir à Berlin un bureau pour sa filiale Hynamics.



Une fois de plus les Allemands ont voulu montrer qu'ils avaient pris de l'avance, que la France n'avait pas suivi leur appel de coopération lancé en 2017 et que le président Macron se manifestait maintenant avec beaucoup de retard. Les points forts que j'ai retenus dans le débat sont les suivants.

Le président de l'association allemande pour l'hydrogène (DWV), Werner Diwald, a rappelé que cette association, qui existe depuis plus de dix ans, a développé des activités stimulées par des subventions très importantes du gouvernement allemand. En 2017, elle a lancé un appel pour une initiative franco-allemande sur l'hydrogène, appel auquel le gouvernement français n'a pas répondu. À l'époque, les entreprises françaises (sauf Renault qui s'était focalisé sur l'hydrogène à Saint-Quentin-en-Yvelines) se concentraient sur les véhicules électriques. La stratégie hydrogène a été ralentie par le fort recul allemand il y a deux ans quand le gouvernement fédéral a mis la priorité sur les véhicules électriques et a réorienté ses subventions en ce sens. Mais l'annonce récente d'un intérêt de la France pour l'hydrogène et une stratégie franco-allemande a quelque peu relancé les choses en Allemagne.

Antoine Aslanidès (Hynamics) a dit que l'objectif étant de décarboner il fallait envisager tous les gaz : méthanol, biogaz, etc. Il a souligné que la production d'hydrogène par électrolyse était la plus coûteuse et qu'il valait mieux le produire par *reforming* du gaz naturel. Il constate aussi que l'Allemagne a une vraie stratégie de l'hydrogène avec des subventions massives, abondées encore par différents Länder.

Gilles Le Van (Air liquide) a confirmé qu'il y avait beaucoup de problèmes à régler et qu'il fallait veiller au coût de production face à d'autres solutions de mobilité a priori moins chères, dont le tout électrique.

Jens Sprotta (Alstom) craint les restrictions liées à la distribution d'hydrogène dans les stations-services à cause des risques d'explosion. C'est pourquoi Alstom se concentre sur l'usage de l'hydrogène dans les trains et il développe un autorail ainsi conçu.

Cyriac Massué (BMW) rappelle que l'Allemagne déploie une stratégie hydrogène depuis de nombreuses années et qu'elle y a consacré de très grosses subventions. Ainsi, 231 projets sont candidats aux dernières propositions de subventions. Maintenant la France et l'Union européenne se réveillent enfin et lancent des stratégies hydrogène, pour profiter des avancées et des efforts allemands ?

Thomas Jeannin (ambassade de France à Berlin) souligne que la France et l'Allemagne suivent des voies différentes pour la production et l'utilisation de l'hydrogène, ce qui ne simplifie pas la création de « l'Airbus » de l'hydrogène souhaité par la France.

Plusieurs intervenants soulignent la dangerosité de l'hydrogène, tant pour le transport en gazoducs que pour sa distribution en détail. D'autres répondent que jusque-là il y a eu peu d'accidents pour un usage certes réduit encore. Werner Diwald rappelle que l'Allemagne ne peut déjà pas couvrir ses besoins actuels en électricité par les énergies renouvelables, que celles-ci ne peuvent plus guère être étendues dans le pays face au coût des subventions et aux diverses oppositions écologiques, et qu'il faudra couvrir les besoins futurs par des centrales thermiques classiques d'autant plus que l'on veut fermer les dernières centrales nucléaires en 2022 ou 2024. Donc avec toutes ces solutions de voitures électriques, de production d'hydrogène et autres mobilités, il faudra que l'Allemagne construise de nouvelles centrales thermiques et/ou importe massivement de l'électricité ... de France et des pays voisins. ■

Notes de Robert DIETRICH (robert.diethrich@orange.fr)

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE ...

**Voici quelques extraits de l'Observatoire de médias étrangers de mai 2021.
Diffusé aux adhérents par courriel, l'Observatoire reste disponible au secrétariat.**

MONDE. La pandémie n'a pas freiné les dépenses militaires. Les dépenses mondiales de défense ont augmenté en 2020 pour atteindre 1 830 milliards de dollars américains, soit une croissance de 3,9 % en termes réels. Les dépenses militaires de l'Asie représentent 25 % des dépenses mondiales.

EUROPE. L'achèvement du gazoduc Nord Stream 2 est un enjeu russo-européen, un enjeu américano-européen, un enjeu intra-européen. Son homologation n'est pas acquise.

ALLEMAGNE. La pandémie de Covid-19 frappe surtout les populations des quartiers pauvres. À moins de cinq mois des élections, CDU/CSU – en chute dans les sondages - et les Verts ont désigné chacun leur chef de file comme candidat-chancelier.

ITALIE. Le plan de relance européen a été approuvé. La situation sanitaire s'améliore. Les migrants venus de Libye inquiètent l'Italie.

RUSSIE. *Si tu veux la paix... prépare la guerre.* C'est la tactique de Vladimir Poutine en Crimée et dans le Donbass à l'Est de l'Ukraine. Une rencontre Biden-Poutine est prévue mi-juin.

ÉTATS-UNIS. Joe Biden tient ses promesses électorales sur le climat. Par ailleurs, si les ambitions sont en hausse, elles demandent à être concrétisées.

AFGHANISTAN. En décidant le 14 avril de retirer les troupes américaines d'Afghanistan d'ici le 11 septembre 2021, Joe Biden s'inscrit dans la continuité de la politique de son prédécesseur. Que va-t-il se passer alors que les talibans maîtrisent la moitié du pays ?

CHINE. Xi Jinping veut maintenir son pouvoir sur la Chine au-delà du XX^{ème} Congrès du Parti communiste chinois en 2022. Mais il n'a plus les moyens de placer ses alliés aux postes-clés dans les provinces et il est de plus en plus critiqué « *dans la sphère publique* ».

MOYEN-ORIENT. Les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite étaient interrompues. Une détente se dessine sous l'égide du Premier ministre irakien Moustafa Al-Kazimi, à l'origine de pourparlers entre les deux puissances.

IRAN. La Chine et l'Iran ont signé un accord de coopération stratégique et commercial.

TCHAD. Mahamat Idriss Déby succède à son père tué au combat en prenant la tête du Conseil militaire de transition.

COVID-19 EN AFRIQUE. Pour faire face à la pandémie, dix-huit chefs d'État, de gouvernement et d'institutions internationales d'Afrique et d'Europe préconisent dans une déclaration commune des mesures d'exception pour aider le continent africain.

AUSTRALIE. L'Australie est le premier pays du monde à avoir résilié des accords signés entre l'État australien du Victoria et la Chine dans le cadre des « *Nouvelles routes de la soie* ». Quelle sera la violence de la réaction chinoise ?

